



la Lettre d'ENSEMBLE!

Les vents mauvais

Le 1er mai, jour historique d'espoir et de revendications sociales, a été gravement perturbé dans de nombreuses villes de France. Notamment par une pression policière inacceptable mais aussi par la présence de nervis. L'agression contre des militant.es de la CGT à Paris en est un exemple révélateur. Même si des contradictions au sein du mouvement social existent, elles ne sont pas à confondre avec l'intrusion des formes d'expression violentes de l'extrême droite.

D'autre part, l'appel de 1200 militaires, (même retraités pour la plupart), montre que les dangers sont devant nous. Ils appellent l'armée, contre les principes de notre démocratie, à faire de la politique. Rappelons nous que la dernière fois, c'était pendant la Guerre d'Algérie et on sait à quel point que la situation fût menaçante. Ces militaires se réveillent parce qu'ils sentent que la victoire de l'extrême droite est possible en 2022.

Ces signes inquiétants, s'ajoutant déjà à une longue liste, doivent réveiller la gauche et les écologistes. Le danger est réel, il faut le combattre dès maintenant en appelant à se mobiliser et à se rassembler pour des réponses politiques progressistes et antifascistes.

Nous contacter :

✉ contact@ensemble-fdg.org

f @Ensemblefrontdegauche

🐦 @Ensemble_FdG

Un 1er mai sous haute tension



Évolution du maintien de l'ordre

Les événements du 1er mai s'inscrivent dans une évolution au long cours du maintien de l'ordre. Les premiers éléments d'encadrement policier des manifestations se sont mis en place sous Hollande pour devenir, sous Macron, une

doctrine de violence systémique contre le mouvement social pour mater toute mobilisation de rue. Rappelons à toutes fins utiles que les violences policières ont considérablement augmenté dans le cadre des manifestations comme dans les quartiers populaires au quotidien. Cette évolution dans la violence a culminé lors du mouvement des Gilets Jaunes avec la réactivation des voltigeurs.

Les faits du premier mai 2021

La police avait la volonté d'isoler le carré de tête et donc le SO unitaire, de l'attaquer et de provoquer le chaos en donnant l'impression de collusion avec la CGT. Lorsque la vitrine d'une banque a été brisée sous le regard d'une police occupée à bloquer la manifestation, les Forces de l'ordre ont arrosé l'endroit de gaz lacrymogène et le carré de tête, qu'ils ont aussi chargé. La deuxième étape se passe à Nation. Le cortège de tête est arrivé depuis longtemps et les cortèges syndicaux arrivent tranquillement et envahissent la place puisque la préfecture a empêché l'évacuation des véhicules. Sur la place, la situation se tend. Il a été reproché au SO de la CGT, d'avoir manqué de solidarité à l'égard du cortège de tête pendant la manifestation car le SO unitaire n'est pas parvenu à le protéger. De nombreuses personnes ont attaqué et tenu un discours anti-syndical, réactionnaire, sexiste et homophobe. Ce sont bien les syndicats qui étaient visés mais si l'événement est complexe pour autant nous ne pouvons pas dire que cette attaque était organisée et préméditée par une organisation fasciste.

Vigilance et auto-protection

Il est urgent de reconstruire l'autodéfense du mouvement social. Nos combats n'ont rien de commun avec aucune idéologie d'extrême-droite et ses partisans n'ont pas leur place dans nos manifestations. Il est important de ne pas confondre le cortège de tête tel qu'on l'a connu pendant les mouvements contre la loi travail ou les retraites et les individus qui ont attaqué la CGT. Comme nous devons nous opposer aux manœuvres violentes des forces de l'ordre qui ne respectent ni les syndicats, ni le mouvement social.

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

Catalogne : la bataille pour le contrôle du camp indépendantiste



Pas de gouvernement de coalition en vue, deux mois et demi après les élections du 14 février (1). La Gauche républicaine (ERC), arrivée en tête, et Junts, de l'ex-président Puigdemont, héritier rebelle des libéraux aux affaires depuis la fin de la dictature, se déchirent pour le contrôle du camp souverainiste. Faute d'accord, ERC a annoncé le 8 mai vouloir gouverner seule, sans participation de la CUP (qui ne se décidera que dans deux ans, selon le respect des accords passés). Sans la branche catalane de Podemos, les Comuns, pourtant prêts à y aller sans Junts, mais avec leur soutien. Et sans le Parti socialiste catalan. Junts menace de ne pas voter pour le candidat d'ERC et de provoquer ainsi de nouvelles élections (le délai expire dans deux semaines) : « *Nous ne nous laisserons pas piétiner, dramatise Puigdemont, nous ne nous tairons pas.* » La CUP avait décidé de peser sur le futur gouvernement en négociant, avec la seule ERC, un programme féministe, anti-austérité, avec des engagements sociaux forts (moratoire des expulsions, régularisation des migrants mineurs, réorientation vers le public de fonds destinés à l'enseignement privé, titularisations dans la fonction publique, création d'un établissement bancaire national, moratoire des FlashBall, revenu universel, remunicipalisation des services publics...) (2).

Mais Junts tente de reprendre la main sur un accord qui met en cause son rôle dans la bataille pour l'indépendance et les politiques d'austérité. La gestion des fonds européens et la répartition des ministères régaliens (Finances, Intérieur...) sont aussi en dispute. Junts a refusé de voter l'investiture de Pere Aragonès, d'ERC, à deux reprises, appliquant « *la culture convergente selon laquelle le pays lui appartient* » (David Fernández, ex-député CUP). Sánchez a gelé, durant la campagne de Madrid, toute discussion avec les Catalans soignant son profil unioniste, à l'instar de son candidat en Catalogne. Celui-ci a ainsi mordu sur l'électorat de Ciudadanos, englouti par les fascistes de Vox. Après avoir laminé le minuscule PP, Vox entre au Parlement.

Et le peuple catalan dans ce vaudeville politicien ? Lassé des divisions indépendantistes, il est exaspéré par la crise post-Covid et attend des mesures concrètes face à l'avalanche de plans sociaux annoncés.

1) Voir le communiqué d'Ensemble du 25 février, avec les détails des résultats.

2) ContreTemps n° 49 : « Catalogne : l'impossible dialogue sur fond d'anomalie démocratique.

.....
Victoire inquiétante du Parti populaire à Madrid. Participation en hausse à 76 %. Forte polarisation de la campagne en raison de la personnalité « trumpiste franquiste » de la candidate du PP, de la pandémie, de la présence d'Iglesias....

TRIOMPHE INQUIETANT DE LA DROITE EXTREME A MADRID !

Les résultats :

PP : 44,7% ; Màs Madrid : 17 % : PSOE : 16,8% ; Vox : 9,1% ; UP : 7,2% ; Ciudadanos : 3,5%

Le PP double son nombre de voix. A lui seul, il a plus d'élu.e.s que toute la gauche réunie, 65/58. Mais le PP n'aura pas de majorité absolue, il est prêt à s'allier avec Vox pour gouverner. Le faire à Madrid donne un signe politique clair à toute la société : il serait prêt à gouverner l'Etat espagnol avec Vox ! Vox, parti, franquiste-fasciste, gagne un élu et continue à s'affirmer comme une force incontournable. L'effondrement de Ciudadanos se confirme, il n'a plus aucun élu.e (26 en 2019).

Le PSOE réalise son pire résultat. Il obtenait 27,3% en 2019 et chute à 16,8%. Il perd 270 000 voix et se retrouve avec un écart de un million de voix avec le PP !

Màs Madrid est le parti de Errejòn et de Carmena, l'ex-maire de Madrid. Ce parti, avec une bonne candidate, est en pointe sur les questions sociétales, écologistes sans être trop radical. Et surtout, il n'a pas de ministres au gouvernement espagnol. Il réussit à passer devant le PSOE, gagne 220 000 voix, devient le vainqueur à gauche. Sans nul doute, Errejòn va tenter de relancer son parti dans l'ensemble de l'Etat.

Un mauvais bilan pour la gauche

Nous pouvons parler de deux tremblements de terre : la claque pour le PSOE et l'échec d'Iglesias.

Après avoir fait de la présence au gouvernement une condition absolue, Iglesias, alors n° 2 de la coalition PSOE-UP, décide seul de le quitter et de se présenter à l'élection de la communauté de Madrid. Ce choix avait déjà l'allure d'un suicide politique. Le résultat est mauvais, un échec absolu pour Iglesias. Il affaiblit Unidas Podemos, qui perd sa place de force déterminante contestant la place du PSOE. La décision inattendue de l'arrêt politique d'Iglesias achève de déstabiliser Podemos, L'échec des deux partis présents au gouvernement espagnol est en lien avec la politique suivie. La déception, les attentes frustrées en ce qui concerne les enjeux sociaux, démocratiques ou l'Etat plurinational se traduit dans les urnes.

Pour la gauche, cette élection doit être une alerte des plus sérieuses.